SOMMET EUROPÉEN DE BRUXELLES

Léger frémissement des valeurs boursières et chute brutale des valeurs morales

Comme à chaque grande crise tout au long de son histoire, l'Europe se recroqueville sur elle-même, cherche des boucs émissaires et piétine des valeurs dont elle se dit, pourtant, en temps banal, la gérante.

Du siège du Conseil européen, Azouz Mokhtari

Le conclave d'avant-hier, qui a réuni les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne, a confirmé cette doctrine. Sur les trois points débattus, à couteaux tirés, seul celui dit de la «crise financière» a pu trouver un consensus.

Ce n'était pas difficile, il suffisait d'approuver — ou de se taire — le plan du Royaume-Uni de sauvetage des banques.

Ce qui fut fait à la vitesse des plongeants boursiers. Nicolas Sarkozy, maître du cérémonial bruxellois en tant que président en exercice de l'Union, a su faire passer la pilule au plan médiatique.

La recette était, pourtant, simple d'application. Prendre le plan G. Brown, lui ajouter un préambule ambigu et chuter sur une phraséologie traditionnelle européenne.

Sur le dossier, épineux et engageant, des mesures à prendre pour combattre le réchauffement climatique, les pays de l'ex-Est et des ex-Balkans, sans doute instruits par les USA, ont opposé une vaillante fin de non-recevoir à toute politique allant dans ce sens. Sarkozy et Barroso, le mystérieux président de la Commission européenne, ont dit, sans grande conviction, qu'en décembre prochain, il y aura des avancées en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Sur les conditions de séjour des immigrés, l'entrée en territoire des 27 et la situation des sans-papiers, les Européens ont adopté la circulaire de la Commission.

Inspirée de Brice Hortefeux (France), cette dernière est un arsenal juridique et politique pointu, sévère, voire brutal contre les sans-papiers et l'immigration clandestine. L'Europe confirme ce qu'elle était en train de devenir ces dernières années. Une citadelle presque infranchissable pour les Africains et les Maghrébins.

Ça sera donc, à l'avenir, une immigration choisie et pas autre chose. L'Union pour la Méditerranée, cet ensemble déjà au départ insignifiant, n'aura donc qu'à prendre acte de la nouvelle Europe.

Bruxelles décide et les autres partenaires fragiles appliquent.

Pour les valeurs européennes, le droit d'asile, l'accueil dans la dignité des Maghrébins, il faudra attendre.

L'Union européenne dans ce sommet a protégé ses paradis fiscaux et ouvert un front contre les autres. Les pauvres gens du Sud non européen.

C'est un classique dans l'histoire du Vieux-Continent.

A. M.

L'ARCHE DE ZOÉ

Le Tchad demande à la France le paiement des dommages et intérêts

Le Tchad a demandé à la justice française de collecter les 6,3 millions d'euros de dommages et intérêts que les six Français de L'arche de Zoé ont été condamnés à verser aux familles des 103 enfants qu'ils tentaient d'emmener, a déclaré hier à l'AFP son ministre de la Communication.

Dans une lettre adressée le 7 octobre à la ministre française de la Justice Rachida Dati, N'Djamena demande l'exécution du jugement, donc le versement des 4,12 milliards de FCFA (6,3 millions d'euros) de dommages et intérêts, a affirmé Mahamat Hissène, également porte-parole du gouvernement, en montrant le document. «Nous estimons qu'en obtenant le transfèrement des Français (condamnés) du Tchad en France, la France assumait aussi la charge des dommages et intérêts», a expliqué le ministre.

Arrêtés en octobre 2007 à Abéché (est du Tchad) et jugés dans la capitale N'Djamena, les six Français de l'association L'arche de Zoé avaient été condamnés le 26 décembre 2007 par la Cour criminelle de N'Djamena à verser «solidairement» 4,12 milliards de FCFA aux familles des 103 enfants que l'association avait tenté d'exfiltrer vers la France. Les six membres de l'association avaient été également condamnés à huit ans de travaux forcés et transférés en France le 28 décembre avant d'être graciés, le 31 mars, par le président tchadien Idriss Deby Itno puis libérés des différents établissements pénitentiaires français où ils étaient incarcérés. En attendant, le Tchad a débloqué «il y a quelques jours» 1,5 milliard de FCFA (2,3 millions d'euros) pour les familles, a précisé M. Hissène.

«Le gouvernement estime que les enfants doivent recevoir les bénéfices des dommages et intérêts. Nous préférons avancer l'argent en attendant que la France nous paie», a affirmé M. Hissène.

Selon lui, «des sommes ont été versées directement aux familles» alors qu'il y aura «des investissements au bénéfice des communautés en termes de scolarité, de santé et autres». Ce différend ne perturbe «aucunement les bonnes relations entre la France et le Tchad», a-t-il indiqué. «Chacun fait la différence entre cette affaire et les relations.» Le ministre a également nié le versement par la France de sommes au Tchad de manière extra-officielle : «Si la France nous avait donné l'argent dû, on ne le réclamerait pas à la justice française.» Le Premier ministre français François Fillon avait exclu que Paris paie ces dommages et intérêts : «Il est hors de question que le contribuable français paie six millions d'euros pour des erreurs que la France n'a pas commises», avait-il déclaré le 1er avril. Cette affaire avait déclenché une vive tension entre la France et le Tchad,

le président français Nicolas Sarkozy était venu spécialement à N'Djamena le

4 novembre où il avait notamment plaidé pour que les accusés soient jugés en France. Les enfants avaient été confiés à un orphelinat d'Abéché jusqu'à ce qu'ils retrouvent leurs familles à la mi-mars.

L'Arche de Zoé avait affirmé avoir voulu sauver des «orphelins» du Darfour, région soudanaise en guerre civile limitrophe de l'est du Tchad, ce qui avait été contredit par des organisations humanitaires internationales

PRÉSIDENTIELLE AMÉRICAINE

Le *Washington Post* soutient Barack Obama

Le grand quotidien américain le* Washington Post *a apporté son soutien au candidat démocrate Barack Obama pour être le prochain président des Etats-Unis, dans un éditorial éloquent publié hier.

Le quotidien précise que son soutien «est sans équivoque» et fait l'éloge de «l'intelligence et des talents politiques» de Barack Obama malgré sa relative inexpérience, en s'en prenant à l'inverse à son rival républicain John McCain, 72 ans.

«Le choix est facilité en partie par la campagne décevante menée par M. McCain, et avant toute chose par son choix irresponsable d'un colistier qui n'est pas prêt pour être président», indique le journal, basé dans la capitale fédérale, en évoquant la gouverneur de l'Alaska Sarah Palin, 44 ans.

Selon *le Post,* en revanche, «M. Obama a le potentiel de devenir un grand président».

«Oui, nous avons des réserves et des inquiétudes, presque inévitablement, étant donné la relativement courte expérience de M. Obama dans la politique nationale. Mais nous avons aussi de grands espoirs», ajoute le *Post*.

Par le passé, le *Washington Post* avait apporté son soutien aux candidats démocrates Al Gore et John Kerry lors des deux dernières présidentielles, remportées par le républicain George W. Bush.

En politique étrangère, «tout démontre qu'il s'efforcerait de maintenir le leadership et l'engagement américain dans le monde, de continuer la lutte contre le terrorisme, et qu'il mènerait une diplomatie vigoureuse défendant les intérêts et valeurs américains», indique le *Washington Post*.

L'élection présidentielle américaine est prévue le 4 novembre prochain.

Photo : D.R.

INDE

Au moins 60 chrétiens tués dans des violences depuis fin août

La Conférence épiscopale d'Inde a affirmé, hier, qu'au moins 60 chrétiens avaient été tués depuis la fin août dans l'est du pays après l'assassinat il y a deux mois d'un dignitaire religieux fondamentaliste hindou. Ce bilan est quasiment le double de celui fourni par le gouvernement, qui s'en tient à 35 morts —hindous et chrétiens —dans l'Etat de l'Orissa. «Nous condamnons les meurtres de plus de 60 chrétiens, les agressions contre de nombreux autres et la violence qui se poursuit contre des chrétiens qui aiment la paix», selon un communiqué de la Conférence à New Delhi. Dimanche, le pape Benoît XVI, qui avait critiqué l'Inde dès le début des heurts, a «appelé ceux qui commettent des actes de violences à y renoncer et à rejoindre leurs frères et sœurs afin de travailler ensemble à une civilisation de l'amour». Réagissant aux commentaires du souverain pontife, le parti nationaliste hindou BJP (Bharatiya Janata Party, opposition) avait rappelé que «l'Inde est un pays souverain». Tout avait commencé le 23 août dans le département de Kandhamal par l'assassinat d'un dignitaire du Conseil mondial hindou (Vishwa Hindu Parishad, VHP), Swami Laxmanananda Saraswati. La police y a vu la main de rebelles maoïstes mais des hindous ont accusé des «chrétiens». Outre les dizaines de morts, les violences ont provoqué la fuite de dizaines de milliers de villageois après l'incendie d'un demi-millier de maisons et de dizaines d'églises et paroisses. Le calme est revenu en septembre d'après les autorités de l'Orissa mises sous pression du Premier ministre fédéral Manmohan Singh, qui a parlé de «honte nationale». Dans l'Orissa — où le missionnaire chrétien australien Graham Staines et ses deux fils avaient été brûlés vifs en 1999 — des hindous radicaux font campagne contre des conversions «forcées» au christianisme d'hindous de basses castes, des «Intouchables», et des membres de tribus, qui souffrent de discriminations en Inde. Le géant asiatique peuplé de 1,1 milliard d'habitants — dont 80% d'hindous, 14% de musulmans et seulement 2,3% de chrétiens — a été très critiqué par le Vatican, l'Italie et son Eglise catholique et l'Union européenne

NIGERIA

Huit bateaux de pêche et 96 marins pris en otages par des pirates

Huit bateaux de pêche et leur 96 membres d'équipage ont été pris en otage par des pirates dans l'Etat de Bayelsa, dans le sud du Nigeria, a rapporté hier un journal nigérian citant une responsable locale. Selon Margaret Orakwusi, présidente de l'Association nigériane des propriétaires de chalutiers (NITAO), citée par le journal *This Day*, les bateaux ont été pris en otage jeudi au large de Sambrayo. La responsable n'a pas indiqué si les bateaux et les otages étaient nigérians ou d'autres nationalités. Selon Mme Orakwusi, la NITOA a signalé l'attaque aux autorités maritimesafin d'assurer la sécurité des opérations de libération des bateaux et des otages. «Nous espérons que les 96 membres d'équipage seront libérés sains et saufs et pourront retrouver leur famille», a-t-elle dit. Le Bureau maritime international (BMI) a classé l'Afrique comme zone à risque en matière de piraterie à la suite d'une série d'attaques survenues au dernier trimestre 2008, en particulier sur les côtes de la Somalie et du Nigeria considérées comme les zones les plus dangereuses. Le BMI a enregistré 114 attaques de piraterie dans le monde au cours du premier semestre 2008, un chiffre en légère baisse comparativement à 2007 où 126 attaques avaient été enregistrées. Il a cependant relevé une recrudescence des attaques depuis le mois de juin.